

Le dromadaire de Najd¹

Où l'hypothèque islamiste sera-t-elle levée en Tunisie ?

I- La personnalité tunisienne

La paradoxale carence démocratique inhérente au despotisme éclairé de Bourguiba a fini par voler en éclat, car on ne peut pas indéfiniment agir pour transformer une société par l'éducation et récuser en même temps son corollaire, celui de la liberté et de la démocratie. Les ébauches initiées, notamment au début des années 70 et au début des années 80 pour sortir de cette aporie, par des hommes d'Etat du système-même plus éveillés aux attentes de la société tunisienne et aux impératifs de l'évolution ont été sabotées par les ultras du régime. Cependant, le socle édifié juste après l'indépendance a démontré son efficacité et sa solidité davantage encore de nos jours. Il a tiré sa substance des courants réformistes, qui interagissaient depuis deux siècles au moins, et a reposé sur deux principaux piliers : la généralisation de l'enseignement avec tout ce que ce choix impliquait et le code du statut personnel. Ces soubassements maintiennent la Tunisie encore debout. Ce n'est pas un hasard que la première constitution dans le monde musulman avait vu le jour en 1861 en Tunisie, que l'esclavage y a été aboli en 1846, devançant la France et les États-Unis. C'est pour cela qu'il faut appréhender le cas tunisien à part lorsqu'on aborde le sujet des révolutions dites arabes, en prenant en considération ses traits historiques, sociaux et politiques spécifiques. Les avancées engrangées avec leurs corollaires et leurs retombées requièrent une approche plus nuancée de la révolution tunisienne inversement à celles qui traitent indistinctement des « *printemps arabes* » baptisés ainsi par des « *printologues* » aux motivations pas toujours innocentes.

Plus encore, la géographie et l'histoire se sont conjuguées pour façonner les particularités de cette terre tunisienne qui est largement ouverte sur la méditerranée et sur l'Afrique sub-saharienne. De cette accessibilité procède son fort potentiel commercial mais aussi les invasions dont elle a été la cible. Originellement amazigh, elle a été successivement et simultanément hellène, punique, romaine, vandale, normande, byzantine, arabes, andalouse, ottomane, francophone... Elle a été tour à tour païenne, chrétienne et musulmane. Toutes ces cultures et ces civilisations, qui se sont juxtaposées, superposées, enchevêtrées et prodigieusement assimilées, constituent un riche patrimoine qui ne peut être réduit uniquement à l'apport d'une seule langue même remarquable ou d'une seule religion assurément unique en son genre. Cette densité n'a d'équivalent nulle part ailleurs, strate sur strate ce peuple a su incorporer et domestiquer les flux successifs... Tout cet héritage a façonné une *tunisianité* qui tire son originalité d'un métissage réussi de populations et d'un brassage d'idées millénaires, faisant d'elle finalement une personnalité afro-méditerranéenne avant tout et le Tunisien un afro-méditerranéen en puissance.

L'autre composant constitutif est la place des croyances religieuses dans cette société depuis la nuit des temps. Ce qui ressort au gré des conquêtes et des révolutions c'est un attachement à la tempérance et à la pondération. Les bouffées de raideur religieuse qui firent éruption au cours de son histoire n'ont jamais perduré. C'est un

¹ Après le cheval de Troie, nous avons maintenant le dromadaire de Najd (berceau du wahabbisme) !

trait de caractère quasi immuable et constant qui s'impose souvent lorsqu'on explore les différentes péripéties de l'histoire tunisienne.

Dans l'antiquité, Numides et Carthaginois étaient de religion animiste ou polythéiste, pratiquée dans l'acceptation des divinités des autres. A la fin de l'Antiquité, le christianisme se répandit dans les territoires africains et l'Église d'Afrique apparaît dans la seconde moitié du III^e siècle. Elle a produit de grands penseurs tels que Tertullien, et surtout Saint Augustin, qui s'opposa à l'hérésie donatienne. C'était en 347 qu'un évêque (Donat de Bagai) avait pris la tête du mouvement hérétique et fit appel à des bandes fanatisées les circoncillions² qui parcouraient les campagnes maltraitant les fermiers appelant les populations à la révolte. Saint Augustin accusa les schismatiques d'avoir coupé les liens entre l'Église catholique africaine et les Églises orientales originelles. L'accord entre ces circoncillions et le clergé schismatique ne fut d'ailleurs pas parfait, la surenchère prit le dessus. Se qualifiant de « *chefs des saints* », les dirigeants circoncillions n'épargnèrent même pas les riches donatistes. Aussi, certains évêques de la secte n'hésitèrent-ils pas à faire appel aux autorités contre ces alliés indociles. Le concile de Carthage, en juin 411, scella le destin du donatisme, la répression lui porta un coup très dur et on n'entendit plus parler des circoncillions. Ce schisme était plutôt d'ordre politique plus que théologique. Il y aurait des similitudes à relever entre cet épisode de l'histoire et ce qui se déroule actuellement à travers l'alliance implicite suspectée entre des islamistes qui se disent « modérés » et les fondamentalistes violents ainsi que les ligues supposées agir « *pour la protection de la révolution* ».

L'invasion des Vandales en 429 détacha la Tunisie de l'empire byzantin de Rome. L'arianisme devint religion d'État avec l'opposition entre les catholiques orthodoxes et les adeptes d'Arius (un prêtre qui professait vers 320 à Alexandrie une doctrine philosophique s'appuyant sur les Évangiles) une question d'interprétation des Écritures qui relevait de l'exégèse et de la philosophie. Ce courant de pensée est finalement déclaré hérétique. En décembre 533, la défaite contre les Byzantins mit fin à la présence Vandale et l'arianisme. L'habileté et la patience tunisiennes ramollirent le royaume vandale et eurent raison de l'hérésie.

C'est dans un pays épuisé et déchiré que les Arabes se montrèrent, au milieu du VII^e siècle. Leur venue ne fut pas une entreprise de peuplement mais une suite d'opérations militaires, dans lesquelles le goût du butin se mêlait au prosélytisme. Trois expéditions ont été nécessaires pour qu'ils réussissent à conquérir la Tunisie (en 647, en 661 et en 670). La dernière manqua d'échouer avec la mort d'Ibn Nafi en 683. Aksil (Koceila), reprit alors Kairouan. Envoyé en 693 avec une puissante armée arabe, le général Hassan Ibn Numan réussit à prendre Carthage en 695. Seuls résistèrent ceux qui étaient dirigés par Dyhia Tadmud (la Kahena). Les Byzantins débarquèrent une armée de la mer et s'emparèrent de Carthage en 696 pendant que Dyhia Tadmud remportait une bataille contre les Arabes en 697. Ces derniers finirent cependant par reprendre définitivement Carthage en 698.

Ce survol historique témoigne de l'existence d'une constante faite de modération et de tempérance des habitants de cette terre. La dynastie des Fatimides

² Les circoncillions — de *circum cellas*, ceux rôdent autour des granges, des entrepôts, qu'ils attaquent à main armée pour s'en approprier les stocks, ce sont des saisonniers ou des journaliers numides qui se louent au temps de la moisson ou de la cueillette des olives.

(chiite) qui contrôlait de Mahdia la plus grande partie de l'Afrique du Nord, subit régulièrement des révoltes qui secouaient le pays dont la plus grave fut celle des Kharedjites, menée par Abou Yazid, « l'homme à l'âne ». Après avoir été sauvée par l'intervention des tribus Sanhadja, sous la conduite de Ziri, la dynastie Fatimides conquis l'Égypte toujours avec l'aide des Sanhadja et établit sa capitale au Caire (973) confiant le gouvernement du Maghreb à leur lieutenant Bologgin, fils de Ziri. En 1045, El-Moezz le ziride récusait le chiisme qui était rejeté par la population. Le calife Fatimide « offrit » alors le Maghreb aux turbulentes tribus arabes qui avaient émigré de Syrie et d'Arabie et qui nomadisait en Haute Égypte pour punir cette sécession. Les Béni Hilal, bientôt suivis des Béni Soleim, pénétrèrent en 1051 en Ifriqîya (correspond aujourd'hui à la Tunisie, à l'est du Constantinois et à la Tripolitaine). Ibn Khaldoun les avait dépeints comme « *une armée de sauterelles détruisant tout sur son passage. Béni Hilal, Béni Soleïm et plus tard Béni Ma'qil (un groupe d'Arabes yéménites) furent bien plus dangereux par les ferments d'anarchie qu'ils introduisirent au Maghreb que par leurs propres déprédations* ».

Il faisait observer par ailleurs que l'Islam devait paraître à ce stade pour les autochtones plus comme une hérésie chrétienne que comme une nouvelle religion, ce qui expliquerait les fréquents reniements liés aux fluctuations politiques. Quant à l'arabisation, elle ne se fit que graduellement. La langue arabe fut introduite véritablement au XI^e siècle par les tribus hilaliennes. D'après Salem Chaker « *La survie du punique (langue sémitique, étroitement apparentée à l'arabe), au moins en Tunisie et dans le Nord Constantinois, aurait pu favoriser l'implantation de l'arabe. Dans une partie du Maghreb, l'arabe ne se serait pas surimposé à du berbère mais à du punique. La thèse est ancienne et précisément formulée chez Gsell; elle est défendue avec conviction par Gautier* »³.

Il faut également distinguer l'Islam de la langue arabe, même avec le lien consubstantiel qui existe, on doit souligner que l'un représente un concept religieux, l'autre ethno-sociologique. C'est une transformation marginale par quelques cent mille individus qui pénétrèrent en Afrique du Nord au XI^e siècle, tout comme les Vandales qui étaient au nombre de quatre-vingt mille environ dans une population de plusieurs millions d'Amazighs. Quoi qu'il en soit, ces deux apports ne pouvaient modifier foncièrement la composition démographique et ethno-sociologique du peuplement maghrébin d'origine amazighe, à l'inverse de l'arabisation linguistique qui est devenue effective.

II- Rejet cinglant du wahabisme

Vers 1810, le Bey Hammouda Pacha reçut une lettre menaçante d'Ibn Saoud et de Mohamed Ibn Abdelwahab appelant soit à rejoindre le mouvement sectaire Wahhabite ou se préparer à combattre. Saoud, un seigneur de guerre et l'ancêtre de ceux qui règnent actuellement sur l'Arabie Saoudite, scella avec Ibn Abd al-Wahhab une alliance le fameux « *Pacte de Nadj* ». Ibn Abdelwahab reprenait les thèses d'Ibn Taymiyya donnant naissance au salafisme wahhabite. Même son père et son frère, eux-mêmes jurisconsultes, rejetèrent ses idées les jugeant extrémistes et dangereuses. Cette hérésie avait été refusée par le Bey qui chargea les autorités religieuses de la mosquée Zitouna et notamment le Cheikh Ibrahim Riahi de se prononcer sur la

³ Salem Chaker, *Encyclopédie berbère*, VI, 1989

question wahhabite. Ahmed Ibn Abi Dhiaf, historiographe de la famille beylicale, fait référence dans « Athaf Ahl Ezzaman Bi Akhbari moulouki Tounes wa Ahd el Aman » au document écrit par Brahim Riahi qui a servi de source pour répondre passant en revue les incohérences des prescriptions wahhabites et leur contradiction. Plusieurs répliques cinglantes ont été envoyées dont celles de Chaykou l-'Islam à Tunis, Isma'il At-Tamimi Al-Maliki, de Ibrahim Ibn 'Abdi l-Qadir At-Taraboulousi Ar-Riyahi At-Tounousi Al-Malikide et de 'Oumar Al-Mahjoub.

Hamadi Redissi raconte dans son livre *Le pacte de Nadjd*⁴ qu'au tout début du XIXe siècle, les wahhabites prennent La Mecque. Ils détruisent les dômes érigés dans l'enceinte sacrée, les tombeaux de Khadîdja, la première épouse du Prophète, de son oncle Abu Taleb, de Hassan et Hussein ainsi que les tombes et les mausolées du cimetière de Ma'ala à La Mecque. A Médine, ils profanèrent le sanctuaire renfermant le tombeau du Prophète, pillèrent les trésors qui y étaient déposés par les pèlerins et s'emparèrent des pierres précieuses, des bracelets, des colliers. Il fallut soixante dromadaires pour transporter ces rapines. Cette hérésie entame l'image de l'Islam et pose des questions sur sa contemporanéité, en découvrant une idéologie de la violence et de l'intolérance là où on est censé trouver une croyance de l'épanouissement de l'humain et de la tolérance.

Les Tunisiens avaient rejeté le wahabisme au début du 19^{ème} siècle, ce n'est pas au 21^{ème} siècle qu'ils vont l'accepter et après une révolution sans aucun référent religieux. Le dromadaire de Najd, déposé par ruse parmi nous et à l'intérieur duquel se cache un groupe de wahhabites clonés est repéré.

L'enseignement à tirer de ce rapide coup d'œil historique est un rappel des traits les plus saillants de la personnalité tunisienne, fruit d'une histoire aussi marquante, à savoir une nature accueillante et modérée des Tunisiens et un rejet évident de tout extrémisme politique ou religieux. Et c'est ce montage fâcheux entre le politique et le religieux qui a été à chaque fois la source de crises et de désordres.

III- Les détracteurs de la Révolution tunisienne

Tous ces apports qui ont ciselé la personnalité tunisienne et qui cimentent l'armature de la société participent à faire de la révolution un événement à part. Car c'est une révolution authentique qui s'est déclenchée et qui doit franchir ses différentes étapes dans un processus inédit. Les lenteurs, les obstacles et les manœuvres d'arrière-garde perpétrées par certains apprentis politiciens ne doivent pas refroidir les enthousiasmes ni démoraliser les Tunisiens. Il faut bien comprendre que la Tunisie est actuellement « convalescente », après un traitement de choc prédateur sur deux décennies au moins et la gestion actuelle n'aident au rétablissement escompté, au contraire. Ajoutons les campagnes interminables de quelques commentateurs et "experts" qui s'obstinent à démontrer que ce n'est pas une révolution mais un coup d'Etat téléguisé par une superpuissance et exécuté par ses auxiliaires, dénigrant les luttes menées par des Tunisiens tout au long de ces années et ôtant au peuple tunisien toute aptitude à être le maître de son destin.

⁴ *Seuil, 2007.*

Ces glossateurs du dénigrement, ergoteurs déprimés avancement masqués, ils chicanent à longueur de pages ou "cathodiquement" avec une logique argumentative restrictive, pour des raisons variées mais discernées par celui qui discerne leurs motivations et leurs procédés. La révolution tunisienne est incontestablement authentique et admirable. Tout ce qu'ils avancement, comme faits et gestes pour accréditer l'idée qu'elle n'en est pas une, ne sont en fait que des actes entrepris par des parties tunisiennes et étrangères après coup pour se positionner par rapport à elle, soit pour tirer avantage ou bien pour la contrecarrer. Il y a même ceux qui s'échinent à prouver que les préparatifs datent depuis des années et que les instigateurs, services étrangers et collaborateurs tunisiens formés par des agences occultes, n'attendaient que le moment propice. Ils se réfèrent aux « révolutions » formatées dans les pays postcommunistes pour se défaire de la domination soviétique qui avaient bénéficié d'aides extérieures et notamment de soutiens financiers, suggérant une implication du gouvernement américain.

Tous les services spéciaux du monde et davantage encore ceux des puissances disposent de plans préétablis pour intervenir et peser sur les événements afin de protéger ou consolider leurs intérêts, ils anticipent des stratégies et montent des opérations. Ceci ne signifie nullement qu'ils sont omnipotents et omniprésents à ce point ! Cette vision conspirationniste, notamment pour ce qui concerne la révolution tunisienne, réduit le cours des événements à l'action de groupes occultes qui tirent les ficelles en coulisses et qui sont les *deus ex machina* de l'histoire apparente, réduisant à la portion congrue de simples comparses les milliers de citoyens qui ont défié la machine répressive. En vérité, cette thèse ne résiste pas à une analyse rigoureuse dans le cas tunisien et succombe vite à l'écueil de la paranoïa. Cela ne signifie pas pour autant que ces officines qui œuvrent pour des puissances étatiques n'ont pas commis de crimes, n'ont pas fomenté de coups d'Etat et n'ont pas provoqué des guerres.

La période charnière que vit le peuple tunisien constitue, avec tous les griefs que chacun connaît, un mieux indiscutable. Toutefois, elle entraîne également une perte de repères pour le Tunisien et contribue à amplifier le doute de soi et la consternation face à une gouvernance transitoire qui a failli à sa mission, et par là, elle fragilise son immunité contre les tentatives d'inoculer de nouveau le germe du despotisme et du totalitarisme, outre les ingérences étrangères. Le peuple tunisien a aujourd'hui le pouvoir, mais il a besoin d'une vérité pour l'exercer et de sens pour conduire ses actes, surtout quand les choses vont aussi mal. Quoi qu'il en soit, ces désinformateurs patentés ne réussiront pas à nous gâcher notre bonheur vécu intensément ce vendredi 14 janvier 2011, ou à tenter de nous réduire à regretter une dictature mafieuse. Quelle est belle la chute d'un dictateur répugnant comme celui que nous avons subi durant 23 ans !

Le processus engagé en 2011 a avancé avec cet esprit innovant tunisien : première transition, Kasbah I, Kasbah II, deuxième transition, élections. Il faut reconnaître que l'étape transitionnelle était assurément révolutionnaire, elle était marquée par l'enthousiasme avec une activité foisonnante et une vitalité créative des différents acteurs politiques et sociaux. Le processus révolutionnaire fonctionnait malgré tout. La Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique en avait représenté à la fois la boîte à idée et la caisse de résonance. La première transition offrait les élections du 23 octobre 2011 qui clôturèrent cette étape. Le peuple tunisien se retrouve devant un

exercice souvent différé, tellement espéré, mais aussi redouté face aux risques encourus.

Et la révolution « généreuse » donna une opportunité à ce courant qui se réclame de l'islamisme pour lui permettre de prouver sa capacité à être un parti politique comme les autres et qui se plie aux mêmes règles. Pourtant, il a été légalisé alors que des signes montraient ses velléités de vouloir établir une société théocratique. Son comportement et les déclarations de ses dirigeants démontrent qu'il se ferait l'outil destiné à mettre en miette le système qui lui a permis de prendre le pouvoir à travers un processus électoral.

IV- Les marchands du temple

Une conviction s'est peu à peu formée chez beaucoup de Tunisiens en observant le sort réservée à d'autres peuples par les adeptes de la même confrérie et découvre la vraie nature de ceux qui se rangent sous l'étendard de ce mouvement, entrevoyant le risque de faire entrer le loup dans la bergerie grâce à cette légalisation empressée. Surtout, que le principe-même d'une immixtion du religieux dans le domaine politique représente une incongruité fatale. La foi demeure une valeur spirituelle strictement scellée à la vie privée, elle perd de son substrat dès qu'elle est instrumentalisée. La religion est une affaire personnelle et individuelle limitée à la sphère privée alors que l'Etat est garant de la liberté de culte et de conscience, ses pouvoirs politiques et juridiques ne s'exercent pas au nom de Dieu et ne sont pas inspirés de la religion.

La notion de religion peut se définir de manière assez large comme un ensemble de règles plus ou moins formelles pour la conduite individuelle et des pratiques rituelles qui déterminent les relations des êtres humains avec le divin. Elles sont faites donc de dogmes, objets de croyance et non de connaissance puisque les vérités qu'elles reconnaissent sont d'un ordre transcendant et ne sont pas susceptibles d'être ni démontrées ni vérifiées

Les religions révélées reposent sur la révélation présumée faite par une entité surnaturelle. La spécificité de l'Islam, notamment sunnite, tient à l'absence doctrinale de clergé, ce qui lui donne une grande fluidité car il n'y a pas d'Eglise établie qui détiendrait un monopole sur les modes d'interprétation du religieux.

La politique pour sa part est l'organisation méthodique, théorique et fonctionnelle des actions d'un gouvernement au pouvoir dans la conduite des affaires publiques. C'est « l'art et la manière de gouverner ».

Le sujet de la relation entre la religion et la politique subsiste exactement comme ce problème classique de la quadrature du cercle qui occupe les mathématiciens en géométrie. Un cercle carré ne peut être, puisque le cercle et le carré ne peuvent être reçus comme forme dans une même chose à un même moment. Il y a dès lors une fondamentale disjonction entre la politique qui se charge du profane et du temporel tandis que la religion qui touche à la foi des individus et au divin.

Il existe entre ces deux formes de pensée une sorte d'incompatibilité au niveau de l'exercice du pouvoir. La notion d'impossibilité⁵ exprimerait plutôt mieux cette relation. Comment expliquer cette situation d'impossibilité entre la politique et la religion ? C'est le fait pour des choses de ne pas être possibles ensemble et en même temps, d'où vient l'impossibilité de deux possibles. Selon une explication de Leibniz, l'impossibilité viendrait de l'impossibilité où deux notions se juxtaposeraient dans l'espace et dans le temps. La possibilité d'avancer implique l'impossibilité de reculer simultanément, et réciproquement. Donc, avancer et reculer simultanément sont impossibles.

L'intrusion de la religion dans l'arène politique soulève donc des problématiques au niveau du principe-même, des motivations et des desseins de ceux qui s'y hasardent. Elle a souvent provoqué les pires effets pour les sociétés. Il convient de souligner d'abord que l'émergence de la religion sur la scène politique, comme seul et ultime canal d'expression, n'a été souvent que la conséquence inéluctable d'un processus de durcissement de régimes despotiques, chaque fois que les issues « temporelles » ont été obstruées. Ce courant islamiste s'est incrusté en Tunisie grâce à la persistance d'un système autoritaire verrouillé et s'est nourri des conditions économiques et sociales. Le pouvoir en place avait laminé les formations politiques d'inspiration laïque représentatives de la société civile et avait choisi de rester dans un face à face désespérant avec les islamistes. En fait, l'un et l'autre sont l'avant et l'envers d'une seule médaille, ils représentent les forces de l'obscurité et du néant. Par un jeu trouble, le régime « *novembriste* » a trouvé d'obscures raisons pour inoculer l'ingrédient religieux ou parfois l'amplifier, avec l'espoir de l'utiliser pour se faire valoir auprès des va-t-en-guerre antiterroristes ou dans ses manœuvres stériles face à une opposition laïque apte à assurer l'alternance si elle bénéficiait de conditions normales. Le résultat, c'est une lame de fond qui s'est développée malgré/grâce à une répression féroce, elle a conduit à l'intrusion du courant religieux dans sa forme la plus dégénérée qui est devenu le parti par défaut. Aucune autre alternative n'a été laissée ni aux laïcs ni aux autres. La clandestinité ou l'exil a été le seul moyen qui restait pour les apprentis « *religieux* ». Le régime déchu est le prototype d'un système politique qui se condamne à terme en refusant les mécanismes rationnels de régulation et d'expression des exigences populaires. L'islamisme à la sauce tunisienne est de ce fait l'enfant adultérin de cette dictature. Toutefois, il ne faut pas omettre non plus de rappeler que les dirigeants de certains pays dominants ont amplement contribué à nourrir ces forces obscurantistes dans les pays musulmans et en Tunisie, croyant avoir un intérêt à soutenir les voies de l'intégrisme, à commencer par les administrations américaines successives (wahhabisme en Arabie Saoudite, salafisme au Proche et Moyen Orient, talibanisme en Afghanistan...).

Il faut bien souligner que ce qui sous-tend le pouvoir d'un parti s'arc-boutant sur la religion est la « *loi divine* ». Ce pouvoir d'attraction pour le commun des musulmans fascine les croyants et s'empare surnoisement des consciences. Ce parti qui se réclame de l'Islam est composé d'hommes que leur condition humaine rend vulnérables, ils ont forcément des tentations, des ambitions, des intérêts, des calculs, des alliances qui ne peuvent s'accorder avec le sacré sans le profaner. L'exploitation habile, pour ne pas dire diabolique des élans de la foi, la récupération insidieuse des

⁵ Un concept philosophique défini par Leibniz deux possibles sont compossibles s'ils sont possibles en même temps.

attentes messianiques par ces politiques relève dans ces conditions de la supercherie. Ce qui est plus grave encore, c'est le traitement de choc que ces doctrinaires radicaux font subir aux textes (Coran et Tradition) pour le plier à leurs desseins et propager des interprétations simplistes et réductrices nées souvent de leur incompétence dans ce domaine, associées à une volonté de mystifier les crédules. De là découlent ces dérives et ces approximations que de nombreuses personnes parmi des musulmans ordinaires et d'autres supposent émaner véritablement de l'Islam lui-même, ce qui ne manque pas de provoquer le trouble dans les esprits. Car l'objectif poursuivi par ces politiciens qui utilisent la religion c'est le « *trivial* » exercice du pouvoir temporel. D'ailleurs, de quel droit s'érigent-ils en fondé de pouvoir de Dieu ?

Malgré toutes ces réserves objectives, les Tunisiens ont pris acte de l'officialisation du parti Ennahdha puis des résultats des élections avec maturité et dans une attitude résolument légaliste. Pourtant, ces résultats ne reflètent pas l'expression véritable de l'état sociétal en considérant les circonstances et les motivations réelles des électeurs ainsi que l'ampleur de l'absentéisme.

Un autre signe inquiétant s'était manifesté au cours des élections, il s'agit des déclarations du premier dirigeant d'Ennahdha pendant la campagne électorale et le jour de l'élection. Contrairement aux autres partis politiques, qui ne mettaient pas en doute l'intégrité de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, il n'a pas cessé de réitérer des avertissements intempestifs : « *Le mouvement Ennahdha est prêt à faire descendre ses troupes dans les rues en cas de manipulations* », prévenait-il. « *Nous sommes prêt à faire basculer jusqu'à dix gouvernements s'il le faut* » avait-il déclaré à une agence de presse internationale, bien que l'Instance ait interdit de faire des déclarations et d'accorder des interviews aux médias étrangers pendant la période de campagne électorale. Ou encore : « *En cas de falsification des élections, Ennahdha va opter pour la voie de la révolte et descendre dans la rue avec le peuple tunisien* ». Peut-on avoir confiance en un parti dont le chef foule aux pieds les règles élémentaires établies avec cette violence de ton pour intimider et exercer un chantage flagrant en cas d'un score qui ne satisfait pas son parti ? Il faut garder en mémoire cette posture contraire aux principes démocratiques pour les prochaines élections... si elles se déroulaient dans des conditions normales.

Les promesses électorales de ce parti incluait des engagements clairs sur des sujets essentiels pour les Tunisiens notamment les acquis du code du statut personnel, la civilité de l'Etat tunisien, la préservation du modèle tunisien de société, la neutralisation de l'administration par rapport aux enjeux partisans...

Beaucoup se sont dit puisque que « *lutin* » est sorti de la lampe et qu'il se trouve intra-muros, faisons avec. D'autres ont pensé qu'il faudrait mieux crever l'abcès une fois pour toutes et affronter ce problème, plutôt que de continuer à l'esquiver. Le moment est en effet venu de lever l'hypothèque islamiste en donnant au parti qui s'en réclame l'occasion de montrer ce dont il est capable. S'il prouvait qu'il serait respectueux des lois républicaines, qu'il n'engagerait pas le pays sur des chemins aventureux, qu'il tiendrait ses promesses, alors il gouvernera aussi longtemps que le voudra le suffrage populaire. Mais s'il échouait à améliorer le sort des Tunisiens, ou s'il portait atteinte aux libertés nouvellement conquises, alors il sera chassé de la scène politique sinon par une révolution, du moins par un désaveu électoral.

Malheureusement, à quoi assiste-t-on après une révolution, des élections et la combinaison d'une Troïka sur une année de gouvernance ?

– Un gouvernement transitoire pléthorique dominé par Ennahdha, entaché de clientélisme et de népotisme. Un proverbe tunisien décrit cette situation ainsi "Les frais de ses emplettes, révèlent son diner" (من نفقته باين عشاہ), les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce gouvernement a démontré son incapacité à apporter un programme crédible ajusté à sa durée de vie proclamée pour lutter contre les difficultés économiques et sociales, pour atténuer les inquiétudes populaires face aux inégalités, au chômage et à l'insécurité croissante.

– Une Assemblée Nationale Constituante dévoyée par le groupe d'Ennahdha et qui n'a pas tenu sa promesse d'achever la rédaction de la Constitution en une année s'accordant des prolongations avec une effronterie éhontée. Et qui, à travers le comportement de ses élus, projette une image déconcertante de la représentativité et de la démocratie auprès des Tunisiens risquant de les rebuter de tout ce qui est parlement.

V- Quel scénario pour demain

Cette mise au banc d'essai ne semble pas avoir été bien comprise par les dirigeants de ce parti. Non seulement les quelques engagements n'ont pas été remplis, mais les Tunisiens se retrouvent victimes d'une supercherie fondée sur la confusion entre Islam et islamisme nahdhiste à tonalité conservatrice, manié par des politiques qui s'approprient la religion et usurpent l'Islam à des fins politiciennes. Pourtant, le déclenchement de la révolution s'est accompagné de revendications sans aucun référent religieux. Un glissement dangereux s'est ensuite effectué avec un discours abrupt décidant de ce qui est permis et de ce qui est interdit, ce qui est licite et ce qui est tabou, ce qui est sacré et ce qui est profane, et quiconque contrevient à ce qui est décidé est cible d'anathème si ce n'est d'agression. La société a été prise en tenaille entre ces tentatives grotesques de « *réislamisation* » par des groupes wahabites avec un soutien de réseaux transnationaux de la finance et les islamistes dits "modérés" qui avancent leurs pions sournoisement. Une migration s'est faite d'une religion basée sur le culte et la foi vers une idéologie de combat, générant la violence y compris physique. Le problème le plus préoccupant aujourd'hui réside moins dans la place croissante accordée à la religion que dans la charge disproportionnée et la tension créée par ces islamistes conservateurs « *nouveaux kharijites* » au point que le musulman ordinaire se sente menacé dans sa liberté et dans son intégrité physique. Plusieurs incidents discriminatoires et misogynes ont été signalés où des barbus s'en prenaient à des femmes en exigeant la façon dont elles doivent se vêtir et en agressant celles dont la tenue serait jugée "malséante".

En dépit de toutes ces constatations et ces faits avérés, il faut considérer objectivement le parti Ennahdha comme une donnée du paysage politique nouveau et l'intégrer dans notre mental.

Au vu de tout ce qui précède, malgré les bévues et les dégâts de cette année de tous les errements dans la gestion des affaires publiques, essayons quand-même de ne pas insulter l'avenir, comme le disent souvent les politiciens -alors que c'est l'avenir devenu imperceptible qui risque de nous insulter-. Admettons que des élections « *transparentes, fiables et apaisées* » selon la formule usitée se dérouleront courant

2013. Dans ces conditions, il est impensable que la majorité des électeurs réitèrent son choix en conservant les composantes d'une Troïka discréditée. Le vote sanction est probable. Sinon c'est à désespérer de toutes les logiques décrites par Gustave Le Bon ! Dans cette optique, trois scénarii seraient envisageables.

Le premier scénario serait le pire qui puisse survenir. Ennahdha contesterait les résultats des élections et plongerait le pays dans la tourmente reproduisant le scénario algérien et conduisant à une somalisation. Cette vision effrayante n'est pas invraisemblable. Le cheminement de ce mouvement et les stratégies adoptées par ses dirigeants dans le passé le confirment. Que ce soit au niveau doctrinaire ou sur le plan des méthodes employées. Il suffit de rappeler les quelques faits où le recours à la violence a été adopté (quatre attentats à la bombe le 2 août 1987 selon les témoignages de Sahbi Amri et Ahmed Mannaï, attentat de Bab Souika le 17 février 1991, aspersions au vitriol de femmes et de l'imam Brahim Ouerghi), des tentatives de s'emparer du pouvoir par la force (Salah Karkar et Moncef Ben Salem ont reconnu celle du 8 novembre 1987 par des partisans du mouvement qui faisaient partie des services de sécurité et de l'armée, le groupe sécuritaire en 1991, le projet du lance missile Stinger). Ce qui s'est passé au cours de l'année 2012, tant au niveau des déclarations incendiaires et des appels au meurtre au nom de l'Islam (Rached Ghannouchi, Habib Ellouz, Sadok Chourou, Habib Boussarsar...) qu'au niveau des agressions physiques et des crimes, prouve que les dirigeants de ce parti sont déterminés au point de bafouer la légalité, les règles de la démocratie et de porter atteinte à la forme républicaine du pays. Des témoignages d'anciens membres d'Ennahdha confirment cette prédisposition à l'usage de la violence et reconnaissent la responsabilité de Rached Ghannouchi particulièrement dans les choix de confrontation avec le régime et la tournure prise par les événements dans les années 90 en soulignant le peu de prix accordé par lui aux militants islamistes incarcérés par centaines. Fadhel Beldi écrit : « *Cette confrontation était-elle inéluctable et nécessaire ? Était-ce un fatum, impossible d'y échapper et d'éviter ? À partir de la position de celui qui a vécu et participé et en tant que l'un des décideurs à cette époque, je confirme que le mouvement islamiste Ennahdha avait la capacité d'éviter la confrontation, davantage encore il assume une grande part de responsabilité dans ce qui s'est passé* ». ⁶ Nombreux parmi les membres de la mouvance avaient posé à cette époque le problème de la capacité de la direction d'Ennahdha à gérer la crise et demandé la démission de Ghannouchi pour avoir donné des justifications à la dictature répondant à la violence par la violence, plan figurant dans les textes d'Ennahdha « *de mélange des cartes* » et de « *libération des initiatives* ». La tournure prise au cours de 2012 démontre que cette ligne belliqueuse est toujours de mise (Kamel Houki, Lazhar Abab). « *De l'avis même de deux personnages qui ont contribué avec lui à la création du parti islamiste en 1979, Abdelfattah Mourou et le cheikh salafiste, Khamis Al Majri, Rached Ghannouchi assume une lourde responsabilité dans l'emprisonnement de centaines de militants islamistes qu'il avait poussés, par ses « choix aventureux », à une confrontation très inégale avec un régime disposant d'un appareil sécuritaire fort et d'une armée dépolitisée aux ordres de l'autorité civile. Mais ils ne sont pas les seuls à faire assumer de lourdes responsabilités au chef d'Ennahdha. Pour Mohamed Kamel El Houki, ancien dirigeant du parti islamiste, « Ghannouchi souffre d'un attachement pathologique au*

⁶ *De la poigne de Ben Ali à la révolution du jasmin, l'Islam politique en Tunisie, Al Mesbar Studies and Research Center, Février 2011.*

pouvoir. Tout comme il a poussé le mouvement islamiste vers la catastrophe il y a un quart de siècle, faisant avorter le projet islamiste par sa décision de confrontation avec le régime, il est en train de pousser aujourd'hui tout le pays vers la catastrophe en s'accaparant le monopole de la décision. »⁷ Finalement, l'immuabilité des dirigeants à la tête de ce mouvement islamiste depuis 40 ans au moins, démontre nettement leur conception de la démocratie à l'échelle du parti et par ricochet au niveau du pays.

Ce scénario suppose un aveuglement absolu de la part d'Ennahdha, attitude carrément autodestructrice aussi bien pour cette mouvance que pour le pays. Mais ces islamistes doivent savoir aussi que les Tunisiens qui ont prouvé leur courage de se révolter contre le despotisme prédateur trouveront aussi la bravoure nécessaire pour se soulever contre le despotisme hérétique totalitaire.

Le deuxième scénario est plus " édulcoré " sans être exempt de difficultés et demeure porteur de dangers. C'est la conquête théocratique différée. Le parti Ennahdha reconnaîtrait sa défaite et se rangerait dans l'opposition. Mais il ferait de l'obstruction pour empêcher les nouveaux gouvernants d'agir entretenant une instabilité permanente et utiliserait en même temps la tactique des Frères musulmans égyptiens qui avaient accompli un travail de sape sur des années et ont fini par attirer vers eux une frange significative des classes moyennes et des strates les plus pauvres de la société à travers les œuvres de bienfaisance, les associations caritatives, les écoles coraniques, les aides sociales etc... Ils profiteraient du poids financier de divers courants idéologiques transnationaux et de certains pays pour consolider leurs positions. Ils patienteraient jusqu'aux prochaines élections de 2018 ou bien provoqueraient une crise pour faire avancer les élections et s'empareraient du pouvoir.

Le troisième scénario est le plus souhaitable pour tout Tunisien patriote. Juste après les élections, le parti Ennahdha organiserait un congrès extraordinaire. Les congressistes tireraient les leçons aussi bien de la période sombre « *novembriste* » que de l'expérience gouvernementale récente. Rached Ghannouchi serait amené à quitter la direction du parti avec les caciques les plus rétrogrades, une nouvelle génération prendrait les commandes avec l'aile éclairée du mouvement, annoncerait une rupture avec le passé et opéreraient un recentrage aussi bien de leur stratégie que de leur programme dans une orientation délibérément réformiste, légaliste et moderniste. Ils s'engageraient à jouer le jeu, à se conformer à la loi et à ne pas violer les règles démocratiques en adoptant le profil d'un parti de gouvernement. Ils participeraient même à un cabinet d'union. Le paysage politique serait pacifié, un nouveau « vouloir vivre ensemble » se construirait et les problèmes économiques et sociaux non résolus seraient progressivement réglés.

Quoi qu'il en soit, il faut que la classe politique sache qu'elle doit, avec la société civile, s'atteler à détruire entièrement les débris d'une dictature et empêcher qu'une nouvelle ne vienne la remplacer. L'effondrement d'une dictature face à une population défiante et mobilisée ne fait pas disparaître tous les autres problèmes. La chute d'un régime prédateur ne mène pas à l'utopie. Elle ouvre plutôt la voie au labeur et à des efforts soutenus pour construire une nouvelle économie, des relations

⁷ Hmida Ben Romdhane, *L'impossible mission de Rached Ghannouchi*, 23 octobre 2012.

politiques pacifiées et une société plus juste, tout en éradiquant les autres formes d'injustice et d'oppression.

Prouvons que nous avons appris une leçon : les dictateurs, quels que soit leur idéologie, séculiers ou théocratiques ont besoin de la soumission de ceux qu'ils commandent. Sans eux, ils ne peuvent assurer ni maintenir les sources de leur pouvoir. Le Tunisien qui a prouvé sa ténacité et son rejet de l'extrémisme à travers toutes les étapes de son histoire est appelé aujourd'hui à poursuivre sur la même lancée.

Ridha Ben Slama

Auteur de

- Libertés fondamentales et mode de corruption des systèmes- Editions Thélès-France – février 2010.
- Le Songe Massyle, Roman historique, TheBookEdition, janvier 2011.

Du même auteur sur Mag14:

[Tunisie: Chronique d'un califat annoncé](#)

[L'attaque salafiste était prévisible](#)

[Pour sortir de l'impasse le 23 octobre](#)

[L'Histoire n'avance pas à reculons](#)

[Tunisie : 23 Octobre, la Troïka dos au mur](#)